

Bimestriel édité par Solidarité Socialiste, juillet-août 2004

# Alter Égaux n°10



*pensons le monde autrement  
vivons-le solidairement*

Belgique-België  
P.P.  
Bruxelles X  
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X  
N° d'agrément P201042  
Adresse de l'expéditeur :  
Bd de l'Empereur, 15/4 1000 Bruxelles



**Nos projets - Comment nous soutenir ! -  
Résultats 2003 -Région wallonne, Communauté  
française et Opération 11.11.11 - Nos animations**

**Opération  
11.11.11**

**Le développement  
est un droit !**

# DROIT AU DÉVELOPPEMENT, DÉVELOPPEMENT DES DROITS

Le droit au développement est un concept relativement récent. Durant les années 70, les Nations unies ont commencé à s'y intéresser, ce qui a débouché en 1986 sur la résolution 41/128 adoptée par son Assemblée générale, dite Déclaration sur le droit au développement.

Le développement a fait l'objet, depuis près d'un demi-siècle, de nombreuses controverses, et les tentatives de le définir se sont multipliées. Si le développement n'était évoqué dans les années 60 qu'en termes économiques, et qu'il n'était mesuré qu'à l'aune de la croissance économique et du Produit Intérieur Brut, il inclut maintenant bien d'autres champs.

La Déclaration sur le droit au développement de 1986 définit celui-ci comme *"un droit inaliénable de l'Homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisées (...)"*. Elle (re)place l'être humain comme sujet central du développement et comme le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement.

Six ans plus tard, à l'occasion du Sommet de la Terre à Rio, ce lien entre l'économique, le social, le culturel et le politique allait être réaffirmé, et complé-

té par l'émergence officielle de l'importance des relations entre développement et environnement, ainsi que par l'accent mis sur la solidarité entre les générations contemporaines et les générations futures. On parle alors de développement durable, traduction malheureuse du terme anglais "sustainable development" ou développement soutenable.

Solidarité Socialiste voit le développement comme l'égalité des chances de tous dans l'accès aux ressources de base, à l'éducation, aux services de santé, à l'alimentation, au logement, à l'intégration sociale et à une répartition équitable du revenu.

Les problèmes de développement sont, selon nous, le produit d'une injustice dans la distribution des richesses et des responsabilités.

Il faut donc s'attaquer prioritairement au manque de démocratie dans les relations internationales et au sein des sociétés, au manque de reconnaissance des droits sociaux pour tous, et à la mise en danger de la sécurité et de la souveraineté alimentaires des peuples.

C'est pourquoi nous appuyons et renforçons des acteurs sociaux organisés, porteurs de changement social, avec lesquels nous agissons en alliance en vue d'exercer une influence sur les politiques nationales et internationales qui régissent les rapports sociaux, culturels et économiques.



Dessin : Jean-Louis Lejeune.

Les projets qui vous sont présentés dans le présent numéro d'Alter Egaux, et proposés à la campagne 11 11 11 2005, sont exemplaires, en termes d'action concrète, de notre philosophie du développement. Soutenez-les !



**Marie-José LALOY**  
Sénatrice  
Présidente de Solidarité Socialiste

# Du 5 au 14 novembre, l'Opération 11.11.11 : Le développement est un droit ! Défendons-le ! Finançons-le !

Pour financer des projets porteurs d'un développement durable et équitable, le Centre National pour la Coopération au Développement (le CNCD) organise chaque année l'Opération 11.11.11, temps fort de la solidarité entre le Nord et le Sud.

**Cette année, l'Opération 11.11.11 vise une récolte de 2.000.000 d'Euros pour 52 projets de développement en Afrique, Asie et Amérique latine.**

**Tous ces projets de l'Opération 11.11.11 sont autant de défis pour un avenir meilleur.** Ils misent sur l'entraide et les compétences sur place. Ils visent un développement endogène et autonome de structures locales ou régionales. Grâce à l'énergie de milliers de bénévoles, des projets de développement à long terme sont menés là-bas, tandis que des actions de sensibilisation et d'éducation au développement sont réalisées en Belgique.

Cette année, c'est du 5 au 14 novembre que les rues de Bruxelles et de Wallonie s'animeront de la solidarité avec les pays du Sud. Des milliers de bénévoles s'activeront et se mobiliseront pour vendre des cartes de vœux, du cacao, des calendriers, mais aussi des gommes ou des crayons de couleur.

Leur objectif, au-delà de la récolte de deux millions d'Euros pour les projets dans le Sud : défendre l'idée que les citoyens du Nord et du Sud doivent se soutenir pour défendre les droits élémentaires de tous !

La santé, l'alimentation, l'éducation, le logement, la culture ou la paix sont reconnus comme des droits fondamentaux pour tous les peuples du monde, mais la plupart des habitants du Sud de la planète en sont gravement privés.

Or, si le développement doit répondre à des besoins concrets, il doit surtout être conçu en termes de droits.

Et les politiques de coopération au développement doivent s'appuyer sur des partenariats : elles doivent renforcer la collaboration entre les acteurs sociaux du Nord et du Sud.



Photo calendrier CNCD 2005 : le mois de février.

Développer des projets de formation et de soins de santé sans revendiquer en même temps le droit à l'éducation et à la santé pour tous, c'est escamoter une part cruciale des causes de la pauvreté.

Alors que placer les populations du Sud sur le siège du conducteur, c'est ne plus les considérer comme de simples réceptacles d'aides, mais bien comme des acteurs à part entière des processus de développement.

## **LES PROJETS : SOUTENIR ET RENFORCER NOS PARTENAIRES**

L'Opération 11.11.11, nous l'avons dit plus haut, finance un éventail très large d'activités regroupées en programmes d'action. Le programme le plus connu du grand public est le soutien à des organisations du Sud pour des projets de développement.

**Ces projets visent à encourager et consolider les structures en place dans le Sud.** Le CNCD et ses ONG membres, dont **Solidarité Socialiste et Solidarité Internationale des Travailleurs Nord-Sud (SITNS)**, soutiennent le renforcement d'une société civile organisée, debout et revendicatrice.

**C'est le cas des projets présentés par Solidarité Socialiste et SITNS, que nous vous invitons à découvrir dans les pages qui suivent.**

## FORMATION ET APPUI À LA DYNAMISATION DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE

Le programme Formation et Appui à la Dynamisation des Organisations Communautaires de Base (FADOC) est un programme original mis en place par Solidarité Socialiste en 1997, et qui implique en 2004 neuf partenaires du Sud localisés dans neuf pays. Il s'agit, comme son nom l'indique, d'un fonds affecté à ces neuf partenaires, leaders sur leur terrain et qui, à leur tour, vont pouvoir soutenir d'autres groupes sociaux de plus petite dimension et qui n'ont pas la capacité de mobiliser à leur niveau les ressources nécessaires à leur besoins.

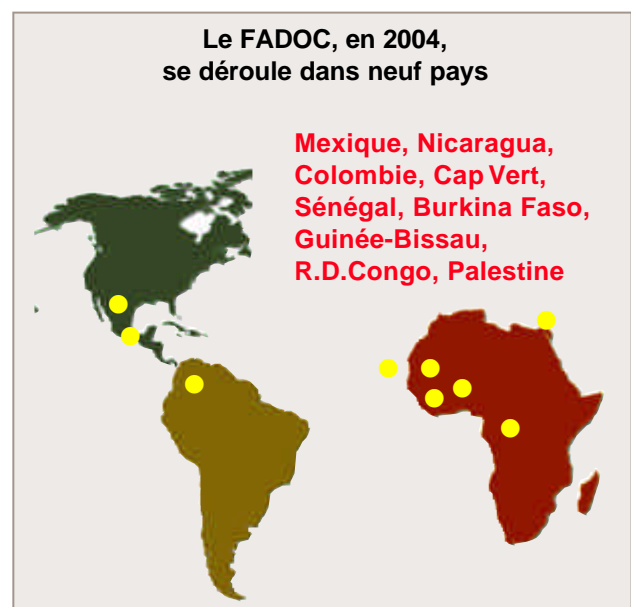
### Le programme FADOC

Le programme FADOC a l'originalité d'avoir été conçu et d'être mené de manière similaire par neuf organisations partenaires de Solidarité Socialiste dans neuf pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Proche-Orient. Ces neuf partenaires, leaders sur leur terrain, contribuent tous de manière active et démocratique à la construction d'un système politique, économique et social où la démocratie, le pluralisme, l'égalité, l'équité et la justice sociale permettent un développement humain solidaire et durable.

Pour atteindre cet objectif, le FADOC, avec ses neuf partenaires, soutient chaque année plusieurs centaines de groupes sociaux divers qui présentent tous le point commun d'être des organisations actives localement et porteuses d'une dynamique de changement social. Ce sont, par exemple : des groupes représentant les intérêts des travailleurs, des femmes, des jeunes, des personnes vulnérables, des associations de quartiers, des syndicats, des associations culturelles, etc.

Le programme FADOC permet donc de soutenir une multitude d'associations de base marginales et vulnérables qui, seules, n'auraient pas la capacité de mobiliser les ressources nécessaires au financement de leurs actions. Elles sont identifiées et connues par le partenaire leader local.

Les actions éligibles dans le cadre du programme FADOC sont des formations, des actions de lobbying, de la sensibilisation, des voyages d'échanges d'expériences, le renforcement des réseaux, la promotion de mécanismes de solidarité, etc. Elles permettent toutes de renforcer les capacités et les compétences de ces petites entités de base et favorisent la mise en réseau de toutes ces organisations et donc les échanges, les synergies et l'interaction. Elles ont pour résultat de renforcer la solidarité et le dynamisme de ces groupes.



### Les partenaires FADOC

#### PLATE FORME DES ONG DU CAP VERT

La Plate Forme des ONG du Cap Vert soutient prioritairement la formation, le renforcement institutionnel et les activités de développement local d'associations de base sur les îles de Santiago, Fogo et Santo Antao. Plus de vingt associations ont bénéficié du FADOC comme par le passé, prioritairement pour des formations liées à l'amélioration du fonctionnement des organisations. Progressivement, le programme FADOC s'étend géographiquement dans l'objectif de toucher toutes les îles.

#### AIFA/Palop - Guinée-Bissau

Le FADOC/Guinée-Bissau continue prioritairement à renforcer institutionnellement des communautés de base (quinze associations sont ainsi soutenues) qui développent déjà des activités porteuses de changement social,

en finançant leur légalisation administrative (pour devenir interlocuteurs des autorités ou déposer une demande de financement, il faut obligatoirement être légalisé) ou en les accompagnant dans la mise en place de leur structure de fonctionnement. Il finance aussi des activités socio-culturelles réalisées souvent par des groupes de jeunes pour mieux les insérer au sein de leurs communautés (dix centres communautaires équipés en matériel audiovisuel, ce qui permet la diffusion de l'information, l'organisation de conférences et de rencontres d'échanges).

### **CENADEP – RD du Congo**

Le FADOC/Congo développe une méthodologie d'action urbaine pour susciter l'éveil des populations et les mobiliser pour le développement participatif. Notre partenaire FADOC en RDC, le CENADEP, travaille avec les associations de quartiers de trois communes défavorisées et à forte densité humaine de Kinshasa (Barumbu, Kinshasa et Lingwala). Il soutient leur travail de mobilisation et de sensibilisation avec les populations afin de faire de celles-ci des acteurs de changement social. Il entend également favoriser de meilleurs rapports démocratiques pour une bonne gouvernance des entités locales décentralisées.

### **Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise (APROFES) - Sénégal**

La stratégie d'APROFES est le renforcement et la mise en réseau des organisations sociales (réseau d'enseignants, groupements féminins d'entraide, réseau d'organisations de quartiers, ...). Elle s'articule de plus en plus avec les politiques de participation au niveau local. L'APROFES collabore avec les comités de développement local (CDL), issus du processus de décentralisation de l'Etat, et les renforce. Entre avril 2003 et avril 2004, ce sont vingt organisations communautaires de base de la région de Kaolack qui ont bénéficié d'un financement et d'un accompagnement.

### **Consortium NEXUS – Colombie**

Ce consortium regroupe quatre organisations travaillant essentiellement dans trois zones du pays : Medellín, Bogota et, dans le sud du pays, Popayán. Ces quatre organisations sont : **ATI** (Association de Travail Interdisciplinaire), **IPC** (Institut Populaire de Formation), **FUNCOP** (Fondation pour la Communication Populaire) et **SCC** (Service Colombien de Communication). La situation en Colombie reste critique et les difficultés rencontrées dans certaines zones du pays retardent parfois la mise en place des actions. Les ONG et les associations de base sont souvent intimidées et menacées. Les dernières déclarations du président Alvaro Uribe à leur rencontre ne facilitent en rien leur travail et font monter une certaine tension. Dix actions ont déjà été sélectionnées et mises en oeuvre au cours de cette année. Le programme FADOC a financé la participation d'un groupe de bénéficiaires au Forum Social colombien, ainsi que la réorganisation du consortium.

### **Consortium FADOC - Nicaragua**

FUNJOFUDESS, la CUCULMECA, le COEG, l'Association des enfants du Fortin, et FUNHORI sont les membres du consortium FADOC/Nicaragua. Tous ont pour

ligne d'action le renforcement des organisations de la société civile et le développement des communautés par une éducation ancrée dans leur culture et leurs valeurs traditionnelles. Le FADOC au Nicaragua est axé sur la défense des droits sociaux, en particulier l'éducation et la santé. Il se centre donc prioritairement sur les jeunes et les enfants en difficulté sociale ou psychologique (décrochage scolaire, toxicomanie, délinquance). Il se base sur un travail avec des groupes organisés ayant un grand potentiel d'action, mais manquant de moyens qui leur permettraient de mieux se structurer. En 2003, le FADOC/Nicaragua a soutenu 26 organisations communautaires de base.

### **CDOC - Burkina Faso**

Des difficultés récurrentes d'ancrage institutionnel du programme nous amène à revoir entièrement la gestion du programme au Burkina Faso. Un travail de rédéfinition auquel ont participé tous les partenaires de Solidarité Socialiste au Burkina a débouché sur la création d'un collectif d'associations partenaires (CDOC). Ces associations ont une vision commune quant à la structuration de la société civile burkinabé, ainsi que du développement, et souhaitent se mobiliser pour la création d'un outil collectif de renforcement et de dynamisation des organisations collectives de base. Les perspectives du CDOC à court terme sont l'opérationnalisation de l'outil FADOC, ce qui suppose d'approfondir la connaissance du programme dans son ensemble. Il s'agit aussi de mettre en place et de rendre opérationnelle la cellule de coordination.

### **Consortium FADOC - Mexique**

SYJAC, CIDECI et l'ALLIANCE CIVIQUE sont les trois membres du consortium FADOC/Mexique qui appuie des groupements indigènes du Chiapas (Santo Cristobal et Yajalon) en conflit avec l'actuel gouvernement. La priorité est donnée aux femmes isolées et aux jeunes des zones rurales pour endiguer l'exode vers les Etats-Unis. Les activités menées visent la meilleure structuration des communautés, la création de coopératives de producteurs, et l'accès à l'éducation formelle.

### **Consortium FADOC - Palestine**

C'est en cette année 2004 que le programme FADOC débute concrètement en Palestine. Une mission d'identification durant laquelle l'ensemble des partenaires de Solidarité Socialiste en Palestine ont réfléchi sur le choix du partenaire local a permis de déterminer qu'un consortium composé de Bisan Center, Ma'an et PAC, tous trois partenaires de Solidarité Socialiste, donnera rapidement une certaine ampleur au programme. Leur expérience et leur complémentarité permettront d'avoir une vision plus globale sur qui et quoi soutenir.

**Apport demandé  
à l'Opération 11 11 11  
44.621 Euros**

## APPUI AUX RESTAURATRICES DE RUE ET TRANSFORMATRICES DE PRODUITS LOCAUX

A Ouagadougou, nombreuses sont les femmes qui tirent leurs revenus de la vente d'aliments dans les quartiers populaires, à côté des écoles et des marchés. Peu organisées, ces activités sont menées de façon informelle et rudimentaire. Pourtant, la demande est forte puisque 80% de la population urbaine se restaure dans la rue. Le projet appuie les femmes restauratrices de rue afin qu'elles s'organisent de façon à améliorer leurs conditions de vie et de travail.

L'Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène (ASMADE) est une association qui fonde son intervention auprès des populations sur les approches participatives. Les méthodes participatives sont des approches de travail, d'apprentissage, de formation, axées sur la personne qui apprend et/ou qui les utilise, et qui visent à développer les capacités et les aptitudes de celle-ci à résoudre les problèmes posés.

Les méthodes participatives basent le développement sur la conviction, l'aspiration humaine à pouvoir considérer ses propres ressources tout en valorisant l'apport des autres. Elles permettent de développer la confiance en soi et le sens de la responsabilité pour la prise de décisions. Elles utilisent plusieurs activités (créativité, investigation, analyse, planification, suivi et évaluation) pour la recherche de solutions concertées.

En ville, nombreuses sont les femmes qui tirent leurs revenus de la vente d'aliments dans les quartiers populaires, à côté des écoles ou sur les marchés. Peu organisées, ces activités sont menées de façon informelle et rudimentaire. Pourtant, la demande est forte puisque 80% de la population urbaine se restaure dans la rue. L'Association (ASMADE) met en œuvre un projet avec les femmes restauratrices de rue afin qu'elles s'organisent et qu'elles créent un corps de métier reconnu, de façon à améliorer leurs conditions de vie et à renforcer leur pouvoir de négociation dans le secteur de l'alimentation.

### Les objectifs immédiats ?

- renforcer les capacités d'organisation et de gestion des femmes;
- augmenter leurs capacités de produire un revenu;
- améliorer la qualité et l'hygiène des aliments produits;
- faciliter le dialogue entre les différents acteurs impliqués dans la gestion de l'espace urbain (implication des femmes transformatrices et restauratrices de rue).



### Suivi du projet

Le suivi général est assuré par ASMADE, mais il concerne directement les groupes bénéficiaires. Pour ce faire, les animatrices formées sont recyclées pour suivre, en fonction d'un calendrier précis, les actrices sur le terrain. Elles participent à la capitalisation des activités menées dans le domaine et contribuent en cas d'évaluation interne ou externe à accompagner les évaluateurs en apportant les précisions concernant les indicateurs et les lieux des sources de vérification. Le programme a démarré sur le terrain au mois de juin 2004. Actuellement, ce sont les formations à la gestion et à l'hygiène qui sont en cours. Les fonds de garantie sont mis en place pour les groupements ainsi que l'appui aux femmes pour monter les dossiers de crédits.

S.I.T.N.S. et Solidarité Socialiste qui, par ailleurs, a une représentation au Burkina Faso, sont étroitement associés au suivi et à l'évaluation des activités du projet.

**Apport demandé  
à l'Opération 11 11 11  
16.400 Euros**

## RENFORCEMENT DU MOUVEMENT PAYSAN DANS LE BANDUNDU ET LE SUD DE L'ÉQUATEUR

La région du Bandundu est une région agricole de première importance pour le ravitaillement de la capitale congolaise, située à 400 km de là, en vivres et matières premières (huile de palme, manioc, chicuang, poissons, ...). C'est pour cette raison que le mouvement paysan doit être renforcé pour constituer un véritable contrepoids face aux décisions politiques, économiques et sociales prises à Kinshasa.

Quatre partenaires sont concernés par le programme : l'Association de Santé et d'Agriculture en Milieu Rural (**ASAMIR**); le Bureau d'appui à l'autopromotion des communautés de base (**BUACO**); la Fédération des Compagnons des amis du développement (**CADEV**) et le Comité de Réveil et d'Accompagnement des Forces Paysannes (**CRAFOP**). Ces associations et syndicats paysans ont un véritable ancrage au sein de leurs zones d'actions, une reconnaissance pour leur travail par les populations, de bons leaders, une compétence technique certaine et une reconnaissance de la part des autorités locales. Ils sont accompagnés dans leur renforcement institutionnel par le **PREFED**, Programme Régional de Formation et d'Echange pour le Développement.

Les provinces du Bandundu et de l'Equateur sont des régions à vocation principalement agricole. Le respect des coutumes ancestrales et les mentalités très archaïques y sont encore bien ancrés. Les activités de production constituent la source principale de revenu des paysans, et ce même si certaines techniques sont dépassées. Les lieux de production trop éloignés des lieux de consommation, et les routes impraticables obligent les paysans à passer par des intermédiaires qui imposent leurs prix (trop bas) ou pratiquent le troc, forme voilée d'extorsion des produits paysans. **L'objectif du programme est de renforcer le mouvement paysan au niveau institutionnel afin qu'il influence positivement les politiques locales, qu'il participe aux débats liés aux problèmes qui le concernent au niveau local, régional et international.**

Trois axes de travail vont être développés : appuyer la structuration des mouvements sociaux à la base; contribuer à la souveraineté alimentaire des populations dans les zones d'intervention des organisations d'appui et des fédérations de paysans partenaires; éduquer les populations à la citoyenneté responsable.

Le renforcement institutionnel développé par le PREFED auprès des partenaires est un processus dynamique



visant à renforcer leur organisation pour les rendre aptes à atteindre leurs objectifs en mettant l'accent sur la mobilisation des ressources locales. Il implique un renforcement des structures internes (institution building) et un développement des capacités intrinsèques (capacity building). Le résultat final du renforcement institutionnel est "le développement de l'identité et de la personnalité de l'institution".

Le PREFED a entamé le diagnostic institutionnel de chacun des partenaires pour définir "quoi" initier prioritairement et "comment" les renforcer institutionnellement. ASAMIR, CADEV, BUACO et CRAFOP ont débuté, chacun dans leur zone d'intervention respective, les activités définies dans leur plan d'action.

**Apport demandé  
à l'Opération 11 11 11  
13.500 Euros**

## PROJET D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION DES ENFANTS A JINOTEGA, ESTELÍ ET LEÓN

Il s'agit d'un projet d'autosuffisance alimentaire pour 210 unités de production, dans 30 communautés différentes, afin de lutter contre la malnutrition de 450 enfants à Jinotega, Estelí et León, enfants dont le poids, la taille et les facultés mentales sont gravement menacés.

Trois études qui portent sur 1.500 familles ont servi à caractériser les unités de production et leurs habitants : étude de femmes propriétaires des petites fermes; études de propriétés sous-familiales (4-15 ha) du Sud-Est de León; enfin planification stratégique d'exploitations cafetières. Les trois études s'accordent pour dire que l'on a affaire à des unités de production d'une taille comprise entre 2,5 et 15 ha, localisées sur des terres acides et d'une fertilité très basse et en grave déséquilibre économique (les revenus bruts ne dépassent pas 500 \$ par an).

Pour tenter de joindre les deux bouts, les petits fermiers doivent, au-delà du travail sur leur propre terre, travailler à l'extérieur. Sans surprise, 65% des propriétaires sont des femmes célibataires, avec charge d'enfants. Les principaux besoins de ces fermières sont : le capital pour acheter des outils, des semences, des engrais, ..., la formation technique, organisationnelle et administrative, sans laquelle elles sont condamnées à disparaître.

L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire de 210 unités de production localisées dans 30 communautés différentes appartenant aux municipalités de Jinotega, Estelí et León, et la récupération de 450 enfants affectés de malnutrition, dont le poids, la taille et les facultés mentales sont gravement atteints.

Pour y arriver le projet compte parcourir les étapes suivantes : préparation institutionnelle des ONG (échanges de diagnostics, méthodologies et stratégies de travail), planification de fermes et d'aires de jardins, introduction ou amélioration de la technologie de jardins (cultures de base, introduction d'espèces mineures, irrigation, etc.), atteindre l'autosuffisance alimentaire, récupérer des enfants affectés de malnutrition, dégager d'éventuels excédents agricoles et d'élevage et en organiser la commercialisation.

### Nos partenaires

#### 1. La CUCULMECA

La Cuculmecca a été créée dans le but de réaliser des actions en rapport avec l'éducation, la communication et la culture des populations dans le cadre de son aire d'in-

fluence. Son objectif général est de contribuer à la formation des citoyens qui participent d'une façon active et critique à la prise de décisions qui les concernent, former des jeunes avec une vision globale et progressiste, susciter la convivialité pacifique, le respect pour l'environnement et entre les genres et les générations et lutter pour l'autonomie alimentaire des populations rurales.

#### 2. Le COEG

Le COEG a été créé pour travailler avec les organisations de base, promouvoir le développement de la famille et de la femme, promouvoir l'éducation et la culture des communautés rurales et urbaines, créer des processus pédagogiques autour de la production, la distribution, la consommation, le crédit, la nutrition et l'alimentation, l'épargne, le maniement des ressources environnementales (avec un accent spécial sur la ressource "eau"), l'égalité entre les genres et les générations et la paix. L'objectif général de l'ONG est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales et urbaines d'Estelí, en respectant la culture, le savoir, le savoir-faire et le savoir-être de celles-ci.

#### 3. L'ASSOCIATION DES ENFANTS DU FORTIN

L'ONG a été créée pour aider à développer les groupes les plus vulnérables de la société : enfants, femmes, jeunes, troisième âge, paysans, migrants et indigènes, pour n'en mentionner que quelques-uns. L'objectif général de l'ONG est de promouvoir le développement des communautés à partir d'actions concrètes dans des domaines tels que : la production agricole, la fourniture de biens et de services, la transformation de matières premières, les développements urbain et rural, la création d'infrastructures pour la santé, l'éducation et la formation, la protection de l'enfance, de la jeunesse et de la femme.

Apport demandé  
à l'Opération 11 11 11  
14.250 Euros

## QUE POUVEZ-VOUS FAIRE POUR SOUTENIR NOS PROJETS ?

► contacter le coordinateur régional du CNCD afin qu'il vous communique les coordonnées du comité local de votre commune (infos : CNCD, 02/250.12.30);

► contacter le responsable régional SolSoc-SITNS pour qu'il vous aide et vous conseille dans vos démarches (infos : Solidarité Socialiste, 02/505.40.70);

► participer aux réunions du comité local, et y défendre un ou deux de nos projets;

► mobiliser un maximum de personnes autour de vous pour participer de manière active à la collecte de fonds;

► organiser un événement (soirée dansante, souper, ...) au profit de nos projets;

► effectuer un don au CCP 000-000011-11, en mentionnant l'intitulé du projet soutenu et son n° à la campagne (ex. : projet 03024 FADOC) : c'est indispensable pour que votre don aille au projet que vous avez choisi de soutenir !!!



### SOMMES ATTRIBUÉES À NOS PROJETS EN 2003 (en Euros)

N° PROJET	PAYS	ONG	ATTRIBUÉ	CGRI-DRI	TOTAL
03024	FADOC	SolSoc	30.155	40.284	70.439
03027	Burkina	SITNS	3.488	7.775	11.263
03028	Congo	SITNS	3.621	4.837	8.458
00008	Congo	SITNS	3.971	5.305	9.276
03029	Nicaragua	SITNS	7.122	9.513	16.635
		<b>TOTAL</b>	<b>48.357</b>	<b>67.714</b>	<b>116.071</b>

La Région wallonne et la Communauté française appuient les ONG dans leurs actions, tant en direction des pays du Sud, par l'appui à leurs partenaires, que dans leur travail au Nord, en éducation au développement. Le soutien de la Région wallonne et de la Communauté française s'effectue à travers un programme de cofinancement des projets de coopération présentés par les ONG francophones de développement, dont évidemment Solidarité Socialiste.

Ce mécanisme comporte trois volets :

- . le soutien à des projets d'éducation au développement;
- . l'intervention dans la part de l'ONG pour les projets soutenus par la coopération fédérale belge (DGCD) ou par l'Union européenne;
- . un apport substantiel aux dons du grand public dans le cadre de l'Opération 11.11.11.

Dans ce dernier volet, la Région wallonne et la Communauté française ont ainsi plus que doublé en 2003 les sommes attribuées aux projets de Solidarité Socialiste et de SITNS : elles ont apporté 67.714 Euros supplémentaires, ce qui porte le montant total reçu par nos projets à l'Opération 11.11.11 à 116.071 Euros.

**Et ces 116.071 Euros, grâce au cofinancement de la DGCD, nous permettent de soutenir les projets de nos partenaires à concurrence de 773.807 Euros.**

**Les 48.357 Euros que vous avez donnés à nos projets lors de l'Opération 11.11.11 2003 ont donc été multipliés par 16 !!**

## LES PRODUITS DE L'OPÉRATION 11.11.11



Photo calendrier CNCD 2005 : le mois de mai.

<b>Le juste cacao</b>	<b>5 €</b>
<b>6 crayons de couleurs + gomme</b>	<b>5 €</b>
<b>2 cartes de voeux + gomme</b>	<b>5 €</b>
<b>Set de 4 cartes de voeux</b>	<b>5 €</b>
<b>Set de 10 cartes de voeux</b>	<b>10 €</b>
<b>Le calendrier du monde</b>	<b>15 €</b>

### Goûtez la solidarité !

“Goûtez la solidarité !” sera encore le mot d’ordre de l’Opération 11.11.11 en 2004, avec le déjà traditionnel sachet de cacao équitable, vendu 5 € et produit par des coopératives du Ghana, de Bolivie, d’Equateur et de République dominicaine. Toujours au programme des froids matins de novembre, de délicieux petits déj’ aux couleurs du Sud et à la saveur chaleureuse de la solidarité.



### L’Afrique en couleurs

Cette année, on verra l’Afrique d’un autre oeil ! 4 dessins d’enfants sur le thème de l’Afrique servent d’illustration aux cartes de voeux vendues au prix de 5 €. Lauréates du Concours de dessin organisé par *Le Soir*, ces illustrations colorées évoquent la fraîcheur et la spontanéité d’un monde où les droits de tous seraient enfin reconnus.

### Calendrier 2005 : le développement sous toutes ses formes

Chaque année, l’Opération 11.11.11 présente un calendrier au format hors norme (27 x 60 cm) qui met en valeur les plus belles photos prises dans l’hémisphère Sud. Au verso de ces 12 photos, le développement décliné à travers les droits les plus fondamentaux : logement, travail, alimentation, culture, égalité hommes-femmes, eau, paix, éducation, santé, mobilité... autant de besoins à défendre et à protéger. Le calendrier 11.11.11 est vendu au prix de 15 €



### Mais encore...

Pour ceux qui n’avaient pas encore acheté leur gomme et leurs crayons de couleurs accompagnés d’une pétition pour l’annulation de la dette du Tiers-Monde, il est encore temps ! 1 gomme + 6 crayons + pétition : 5 € 1 gomme + 2 cartes de voeux : 5 €

### Des voeux par 10

Envoyer des voeux du monde à tous ses amis ? C’est possible ! L’Opération 11.11.11 propose des sets de 10 cartes de voeux “Enfants” au prix de 10 €



### **Profil demandé du candidat**

- ▶ Avoir le sens de la communication
- ▶ Etre capable de travailler en équipe
- ▶ Libre quelques heures, quelques jours, entre les 5 et 14 novembre 2004
- ▶ Intérêt pour le Sud et la coopération au développement est un atout
- ▶ Parfait bilingue solidarité/humanité

### **Tâches à effectuer**

- ▶ Ventes des produits "Opération 11.11.11"
- ▶ Sensibilisation aux objectifs globaux de l'Opération 11.11.11 et à la campagne "Le développement est un droit"
- ▶ Rester digne, même si les gens sont parfois caustiques

**Les candidatures sont attendues et toutes acceptées aux coordonnées suivantes :**

- ▶ Solidarité Socialiste, Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles, 02/505.40.70 - [fcd@solsoc.be](mailto:fcd@solsoc.be)
- ▶ CNCD, Quai du Commerce 9, 1000 Bruxelles, 0800/30 111, [cncd@cncd.be](mailto:cncd@cncd.be)

## *nos animations* **NOS ANIMATIONS**

**"Quand une goutte de pluie et un rêve de vélo se rencontrent, ils peuvent changer le monde"**

Contes pour enfants + mini-malle pédagogique "objets de la vie quotidienne du Sud" + échanges. La présence de l'animateur de l'ONG est indispensable.



**Animations réalisées à partir de la présentation d'un projet mené au Sud**

Projection film, diapos et expositions + échanges. La présence de l'animateur de l'ONG est indispensable. Afin de pouvoir s'adapter aux différents publics, les animations sont modulables en fonction de ces derniers.



**D'autres animations sont en cours d'élaboration  
+ d'infos : Solidarité Socialiste - 02/505.40.70**